

F0900000210

Florida Department of State
Division of Corporations
Public Access System

Electronic Filing Cover Sheet

Note: Please print this page and use it as a cover sheet. Type the fax audit number (shown below) on the top and bottom of all pages of the document.

((H09000011562 3)))



H090000115623ABCY

Note: DO NOT hit the REFRESH/RELOAD button on your browser from this page. Doing so will generate another cover sheet.

To: Division of Corporations
Fax Number : (850) 617-6381

From: Account Name : CORPORATION SERVICE COMPANY
Account Number : I20000000195
Phone : (850) 521-1000
Fax Number : (850) 558-1575

Kimberly 62949

RECEIVED
DEPARTMENT OF STATE
09 JAN 16 PM 4:47

FOREIGN PROFIT/NONPROFIT CORPORATION

KASEYA INTERNATIONAL SHARED SERVICES, SARL, INC.

Certificate of Status	0
Certified Copy	0
Page Count	32
Estimated Charge	\$70.00

09 JAN 16 PM 2:00
SECRETARY OF STATE
TALLAHASSEE, FLORIDA

APPROVED
AND
FILED

Electronic Filing Menu

Corporate Filing Menu

Help

Florida Department of State
APPLICATION BY FOREIGN CORPORATION FOR AUTHORIZATION TO TRANSACT
BUSINESS IN FLORIDA

IN COMPLIANCE WITH SECTION 607.1503, FLORIDA STATUTES, THE FOLLOWING IS SUBMITTED TO
REGISTER A FOREIGN CORPORATION TO TRANSACT BUSINESS IN THE STATE OF FLORIDA.

1. Kaseya International Shared Services, Sarl, Inc.

(Enter name of corporation; must include "INCORPORATED," "COMPANY," "CORPORATION,"
"Inc.," "Co.," "Corp.," "Inc.," "Co.," or "Corp.")

(If name unavailable in Florida, enter alternate corporate name adopted for the purpose of transacting business in Florida)

2. Switzerland

(State or country under the law of which it is incorporated)

3. 98-0605671

(FEI number, if applicable)

4. November 17, 2008

(Date of incorporation)

5. perpetual

(Duration: Year corp. will cease to exist or "perpetual")

6. n/a waiting for registration

(Date first transacted business in Florida, if prior to registration)
(SEE SECTIONS 607.1501 & 607.1502, F.S., to determine penalty liability)

7. Route de Denges 28G, Lonay, Switzerland, 1027

(Principal office address)

Route de Denges 28G, Lonay, Switzerland, 1027

(Current mailing address)

8. Provide shared administrative services.

(Purpose(s) of corporation authorized in home state or country to be carried out in state of Florida)

9. Name and street address of Florida registered agent: (P.O. Box NOT acceptable)

Name: Corporation Service Company

Office Address: 1201 Hays Street

Tallahassee

(City)

, Florida 32301

(Zip code)

10. Registered agent's acceptance:

Having been named as registered agent and to accept service of process for the above stated corporation at the place designated in this application, I hereby accept the appointment as registered agent and agree to act in this capacity. I further agree to comply with the provisions of all statutes relative to the proper and complete performance of my duties, and I am familiar with and accept the obligations of my position as registered agent.

Corporation Service Company

By: [Signature]

(Registered agent's signature)

11. Attached is a certificate of existence duly authenticated, not more than 90 days prior to delivery of this application to the Department of State, by the Secretary of State or other official having custody of corporate records in the jurisdiction under the law of which it is incorporated.

APPROVED
AND
FILED
09 JAN 16 PM 2:00
TALLAHASSEE, FLORIDA
SECRETARY OF STATE

Florida Depa

ALICANTO 1.

Public

A. DIRECTORS

Address: Route de Denges 28G, Lonay, Switzerland, 1027

Vice Chairman:

Address:

Address: Route de Denges 28G, Lonay, Switzerland, 1027

Address: Route de Denges 28G, Lonay, Switzerland, 1027

B. OFFICERS

Address: Route de Denges 28G, Lonay, Switzerland, 1027

Vice President: n/a

Address:

Secretary: n/a

Address:

Treasurer: n/a

Address:

NOTE: If necessary, you may attach an addendum to the application listing additional officers and/or directors.

13.

(Signature of Director or Officer listed in number 12 of the application)

14. Arno Roy -- Gerant

(Typed or printed name and capacity of person signing application)

SECRETARY OF STATE
TALLAHASSEE, FLORIDA

09 JAN 16 PM 2:00

APPROVED
AND
FILED

Annexe à ma minute N° 4116.

H09000011582 3



REC'D MAIL ROOM/10/24
CR-551-1058201-W
14974 23 1 2008 005 003
765 SFO 00000040064 00000

Article 2 – Siège

Article 3-But.

³ La société peut acquérir, détenir, gérer, hypothéquer, investir et vendre des immeubles et des droits de propriété intellectuelle en Suisse et à l'étranger. S'agissant d'opérations immobilières en Suisse, le but de la société est limité aux immeubles constituant un établissement stable au sens de l'art. 2 al. 2 let. a de la Loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (LFAIE) du 16 décembre 1983, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières pouvant s'y rattacher.

⁴ La société peut aussi mener toute autre activité en relation directe ou indirecte avec son but.

Article 4

¹ Le capital social est de CHF 20'000.-.

² Il est divisé en 200 parts sociales de CHF 100.-.

Article 5.— Registre des parts sociales

¹ Les gérants tiennent un registre des parts sociales.

¹ Le registre des parts sociales doit mentionner:

1. le nom et l'adresse des associés;
2. le nombre, la valeur nominale et les éventuelles catégories des parts sociales détenues par chaque associé;

09 JUL 68 PM 2:00
SECRETARY OF STATE
TALLAHASSEE, FLORIDA

APPROVED
AND
FILED

FK

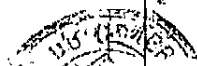


Department of State

CONTENTS

ite N'

НЗ9004600013562 3



- ## Article 6 – Cession

- ¹ La cession de parts sociales et l'obligation de céder des parts sociales doivent revêtir la forme écrite.
- ² Le contrat de cession doit contenir les mêmes renvois aux droits et obligations statutaires que l'acte de souscription des parts sociales.
- ³ La cession de parts sociales ne requiert pas l'approbation de l'assemblée des associés.

¹ Lorsque des parts sociales sont acquises par succession, par partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés passent à l'acquéreur sans l'approbation de l'assemblée des associés.

- ² Pour pouvoir exercer son droit de vote et les droits qui y sont attachés, l'acquéreur doit toutefois être reconnu en tant qu'associé avec droit de vote par l'assemblée des associés.
- ³ L'assemblée des associés ne peut lui refuser la reconnaissance que si la société lui propose de lui reprendre ses parts sociales à leur valeur réelle au moment de la requête. L'offre peut être faite pour le propre compte de la société, pour le compte d'autres associés ou pour celui de tiers. Si l'acquéreur ne rejette pas l'offre de reprise de la société dans le délai d'un mois après qu'il a eu connaissance de la valeur réelle, l'offre est réputée acceptée.
- ⁴ La reconnaissance est réputée accordée si l'assemblée des associés ne la refuse pas dans les six mois suivant le dépôt de la demande.

La constitution contractuelle d'un usufruit sur une part sociale est exclue.

Article 9 – Devoir de fidélité

- ² Les associés s'abstiennent de tout ce qui porte préjudice aux intérêts de la société. Ils ne peuvent en particulier gérer des affaires qui leur procureraient un avantage particulier et qui seraient préjudiciables au but de la société.

PR



Les associés peuvent, moyennant l'approbation écrite de tous les autres associés, exercer des activités qui violent le devoir de fidélité.



Article 10 – Remise du rapport de gestion

¹ Le rapport de gestion et le rapport de révision doivent être remis aux associés au plus tard 20 jours avant l'assemblée ordinaire des associés.

² Les associés reçoivent le rapport de gestion après l'assemblée des associés dans la forme approuvée par cette dernière.

IV. Organisation de la société

A. Assemblée générale

Article 11 – Attributions

¹ L'assemblée des associés est l'organe suprême de la société.

² L'assemblée générale a le droit intransmissible:

1. de modifier les statuts;
2. de nommer et révoquer les gérants;
3. de nommer et révoquer les membres de l'organe de révision;
4. d'approuver le rapport annuel et les comptes de groupe;
5. d'approuver les comptes annuels et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, ainsi que de fixer les dividendes et la part aux bénéficiaires des gérants;
6. de déterminer l'indemnité des gérants;
7. de donner décharge aux gérants;
8. d'approuver la cession de parts sociales ou, le cas échéant, de reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote;
9. d'approuver, le cas échéant, la constitution d'un droit de gage sur une part sociale;
10. d'autoriser les gérants à acquérir pour la société des parts sociales propres, ou d'approuver une telle acquisition;
11. de décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs;
12. de dissoudre la société;
13. de prendre les décisions sur les objets que la loi ou les statuts lui réservent ou que les gérants lui soumettent.



² L'assemblée des associés est convoquée par les gérants et, au besoin, par l'organe de révision ou par le juge. Les liquidateurs ont également le droit de la convoquer.

* L'assemblée des associés est convoquée 20 jours au moins avant la date de la réunion par écrit ou par communiqué. L'art. 14 demeure réservé.

¹ Sont mentionnés dans la convocation de l'assemblée des associés les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions des gérants et d'éventuelles propositions des associés.

2. Aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions de convoquer une assemblée des associés extraordinaire et, le cas échéant, de désigner un organe de révision.

³ Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.

¹ L'assemblée des associés peut être tenue sans observer les formes prévues pour sa convocation avec l'accord de tous les associés (assemblée universelle).

² Aussi longtemps que les associés ou leur représentant sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée des associés.

³ Les décisions de l'assemblée des associés peuvent aussi être prises par écrit, à moins qu'une discussion ne soit requise par un associé.

¹ Le président des gérants dirige l'assemblée des associés. Il désigne le secrétaire et les scrutateurs, qui ne doivent pas être associés.

² Le procès-verbal mentionne:

1. le nombre et la valeur nominale des parts sociales représentées par les associés;
2. les décisions et le résultat des élections;
3. les demandes de renseignements et les réponses données;

TR



les déclarations dont les associés demandent l'inscription.

¹ Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire de l'assemblée,

² Les gérants remettent une copie du procès-verbal à chaque associé.

Article 16 – Représentation

¹ Chaque associé peut représenter lui-même ses parts sociales à l'assemblée des associés ou les faire représenter par un tiers de son choix.

² Le représentant doit faire preuve de ses pouvoirs par écrit.

Article 17 – Droit de vote

¹ Le droit de vote de chaque associé se détermine en fonction de la valeur nominale des parts sociales qu'il détient.

² Chaque associé a droit à une voix au moins.

Article 18 – Décision

¹ L'assemblée des associés prend ses décisions et procède aux élections à la majorité absolue des voix représentées, sous réserve des dispositions contraires de la loi ou des alinéas 3 et 4 du présent article.

² Le président de l'assemblée des associés a voix prépondérante.

³ Une décision de l'assemblée des associés recueillant au moins les deux tiers des voix représentées et la majorité absolue du capital social pour lequel le droit de vote peut être exercé est nécessaire pour:

1. modifier le but social;
2. rendre plus difficile, exclure ou faciliter le transfert de parts sociales;
3. approuver la cession de parts sociales ou reconnaître un acquéreur en tant qu'associé ayant le droit de vote;
4. augmenter le capital social;
5. limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel;
6. approuver les activités des gérants ou des associés qui violent le devoir de fidélité ou, le cas échéant, l'interdiction de faire concurrence;
7. décider de requérir du juge l'exclusion d'un associé pour de justes motifs;
8. transférer le siège de la société;
9. dissoudre la société.

⁴ L'introduction de parts sociales à droit de vote privilégié requiert le consentement de tous les



² Les dispositions statutaires qui prévoient, pour certaines décisions, une plus forte majorité que celle prévue par la loi ne peuvent être adoptées qu'à la majorité prévue.

B. Gestion

Article 19 – Election et révocation des gérants

¹ La gestion de la société est assurée par un ou plusieurs membres (gérants).

² Les gérants sont élus par l'assemblée des associés pour une durée d'une année. Les réélections sont possibles.

³ Seules des personnes physiques peuvent être désignées comme gérants. Elles n'ont pas besoin d'être associées.

⁴ L'assemblée des associés peut révoquer à tout moment un gérant qu'elle a nommé.

Article 20 – Organisation

Si la société a plusieurs gérants, l'assemblée des associés règle la présidence. Pour le surplus, les gérants s'organisent librement.

Article 21 – Attributions des gérants

¹ Les gérants sont compétents pour toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à l'assemblée des associés par la loi ou les statuts.

² Ils ont les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes:

1. exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires;
2. décider de l'organisation de la société dans le cadre de la loi et des statuts;
3. fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier ainsi que le plan financier, pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société;
4. exercer la surveillance sur les personnes chargées de parties de la gestion, pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données;
5. établir le rapport de gestion (comptes annuels, rapport annuel et, le cas échéant, comptes de groupe);
6. préparer l'assemblée des associés et exécuter ses décisions;
7. informer le juge en cas de surendettement.

³ Les gérants ont le droit de nommer des directeurs, des fondés de procuration et des mandataires commerciaux.

⁴ Le président des gérants ou le gérant unique a les attributions suivantes:

FR



H09000011552 3

- convoquer et diriger l'assemblée des associés;
2. faire toutes les communications aux associés;
3. s'assurer du dépôt des réquisitions nécessaires à l'office du registre du commerce.

Article 22 – Décision

- ¹ Si la société a plusieurs gérants, ceux-ci prennent leurs décisions à la majorité des voix émises.
- ² Le président a voix prépondérante.

Article 23 – Devoirs de diligence et de fidélité

- ¹ Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion exercent leurs attributions avec toute la diligence nécessaire.
- ² Ils veillent fidèlement aux intérêts de la société et sont tenus à la sauvegarde du secret des affaires.
- ³ Ils s'abstiennent de tout ce qui porte préjudice à la société. Ils ne peuvent en particulier gérer des affaires qui leur procureraient un avantage particulier et qui seraient préjudiciables au but de la société.

Article 24 – Libération de l'interdiction de faire concurrence

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion peuvent faire concurrence à la société à la condition que tous les associés donnent leur approbation par écrit.

Article 25 – Egalité de traitement

Les gérants ainsi que les tiers chargés de la gestion traitent de la même manière les associés qui se trouvent dans la même situation.

Article 26 – Représentation

- ¹ L'assemblée des associés détermine le mode de représentation des gérants.
- ² Un gérant au moins doit avoir qualité pour représenter la société.
- ³ La société doit pouvoir être représentée par une personne domiciliée en Suisse. Un gérant ou un directeur doit satisfaire à cette exigence.
- ⁴ Les gérants peuvent régler les détails de la représentation de la société par les directeurs, les fondés de procuration et les mandataires commerciaux par voie de règlement.

C. Organe de révision

Article 27 – Révision

- ¹ L'assemblée des associés élit un organe de révision.
- ² Elle peut renoncer à l'élection d'un organe de révision lorsque:

PR

- ³ Lorsque les associés ont renoncé au contrôle restreint, cette renonciation est également valable les années qui suivent. Chaque associé a toutefois le droit d'exiger un contrôle restreint et l'élection d'un organe de révision au plus tard 10 jours avant l'assemblée des associés. Dans ce cas, l'assemblée des associés ne peut prendre les décisions conformément à l'art. 11 al. 2 ch. 4, et 5 qu'une fois que le rapport de révision est disponible.

¹ Sont éligibles comme organe de révision une ou plusieurs personnes physiques ou morales ainsi que les sociétés de personnes.

² L'organe de révision doit avoir en Suisse son domicile, son siège ou une succursale inscrite au registre du commerce. Lorsque la société a plusieurs organes de révision, l'un au moins doit satisfaire à cette exigence.

³ Lorsque la société est tenue de soumettre ses comptes annuels au contrôle ordinaire d'un organe de révision en vertu de:

1. l'art. 727 al. 1 ch. 2 ou ch. 3
en relation avec l'art. 818 al. 1 CO;
2. l'art. 727 al. 2 CO en relation avec l'art. 818 al. 1 CO;
3. l'art. 818 al. 2 CO, ou
4. l'art. 825a al. 4 CO.

l'assemblée des associés élit un expert-réviseur agréé au sens de la loi fédérale sur la surveillance des réviseurs du 16 décembre 2005 comme organe de révision.

* Lorsque la société est tenue de soumettre ses comptes annuels au contrôle restreint d'un organe de révision, l'assemblée des associés élit un réviseur agréé au sens de la loi fédérale sur la surveillance des réviseurs du 16 décembre 2005 comme organe de révision. La renonciation à l'élection d'un organe de révision en vertu de l'art. 27 demeure réservée.

⁵ L'organe de révision doit être indépendant au sens de l'art. 728, respectivement 729 CQ.

⁶ L'organe de révision est élu pour une durée d'un exercice. Son mandat prend fin avec l'approbation des derniers comptes annuels. Il peut être reconduit dans ses fonctions. L'assemblée des associés peut, en tout temps, révoquer l'organe de révision avec effet immédiat.

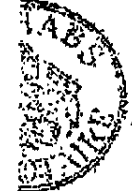
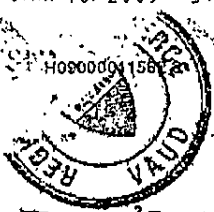
V. Etablissement des comptes

Article 29 – Exercice social

L'assemblée générale fixe l'exercice social.

Article 30 – Comptes annuels

¹ Les comptes annuels se composent du compte de profits et pertes, du bilan et de l'annexe.



² Ils sont établis conformément aux règles du Code des obligations, en particulier aux articles 662a ss et 958 ss CO, ainsi qu'en respect des principes généraux régissant l'établissement régulier des comptes.

Article 31 – Réserves et attribution des dividendes

¹ Le dividende ne peut être fixé qu'après que les affectations aux réserves légales et statutaires ont été opérées conformément à la loi et aux statuts.

² L'assemblée des associés peut disposer du bénéfice résultant du bilan à sa guise dans le cadre des exigences légales.

³ Des dividendes ne peuvent être prélevés que sur le bénéfice résultant du bilan et sur les réserves constituées à cet effet.

⁴ Les dividendes sont fixés proportionnellement à la valeur nominale des parts sociales de chaque associé.

VI. Sortie

Article 32

¹ Chaque associé a le droit de sortir de la société aux conditions suivantes:

1. il respecte un délai de congé de trois mois pour la fin d'un exercice social;
2. la société dispose, au moment de la reprise, de fonds propres disponibles à concurrence des moyens nécessaires pour acquérir les parts sociales de l'associé sortant à leur valeur réelle; et
3. la société ne franchit pas la limite maximale de 35 % de parts sociales propres lors de la reprise.

³ Les moyens nécessaires doivent couvrir à la fois la reprise des parts sociales et la constitution des réserves correspondantes conformément aux CO (art. 659a al. 2 en relation avec l'art. 783 al. 4 CO).

⁴ Cette disposition ne peut être modifiée ou abrogée qu'avec le consentement de tous les associés.

⁵ Chaque associé peut requérir du juge l'autorisation de sortir de la société pour de justes motifs.

VII. Dissolution et liquidation

Article 33

¹ L'assemblée des associés peut décider de dissoudre la société. La décision doit faire l'objet d'un acte authentique.

² La liquidation a lieu par les soins des gérants, à moins que l'assemblée des associés ne désigne d'autres liquidateurs. La liquidation s'opère conformément aux articles 742 ss CO en relation avec l'art. 821a et l'art. 826 CO.

CFR



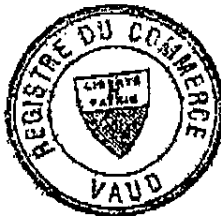
Article 34

² L'organe de publication de la société est la Feuille Officielle Suisse du Commerce (FOSC).

Lausanne, le 17 novembre 2008

Lausanne, le dix-sept novembre deux mille huit.

man: 11/11/11

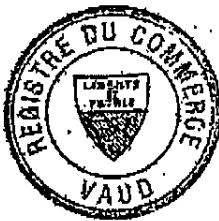


La prépos:

[Handwritten signature]

PHOTOCOPIES CONFORMES
aux pièces annexées à ma minute N° 4'115.
L'atteste :

maître



H090000

CARRARD & ASSOCIÉS

AVOCATS

www.carrard-associes.ch

H090000115823

H090000

CARRARD

Carrard & Associés
Case postale 7191

Place Saint-François 1
CH-1002 Lausanne

T +41 (0)21 349 19 19
F +41 (0)21 349 19 20

Membre de l'Ordre des Avocats Vaudois
et de la Régulation Suisse des Avocats

To whom it may concern

Kaseya International Shared Services Sàrl

I, the undersigned, attorney-at-law in Lausanne, Switzerland, hereby certify and confirm under oath that the attached document is a complete and correct translation of the articles of incorporation of Kaseya International Shared Services Sàrl dated November 17, 2008.

Lausanne, January 16, 2009

Edgar Philippin

Edgar Philippin

I, the undersigned, attorney-at-law in Lausanne, Switzerland, hereby certify and confirm that Edgar Philippin is a partner of our law firm in good standing and entitled to represent clients before the Swiss courts.

CARRARD & ASSOCIÉS

Lausanne, January 16, 2009

Carrard & Associés
Case postale 7191

Place Saint-François 1
CH-1002 Lausanne

François Kaiser

François Kaiser

Exhibit to my minute no. 4'116.-

[seal of the commercial register
of Canton of Vaud]

[seal of the notary]

Kaseya International Shared Services Sàrl

with registered office in Denges (VD)

[stamp with reference number of the
commercial register of Canton of Vaud]

I. Name, Registered Office and Purpose

Article 1 - Name

Under the name Kaseya International Shared Services Sàrl (hereinafter "Company") exists a limited liability company according to Art. 772 et seq. of the Swiss Code of Obligations (hereinafter "CO").

Article 2 - Registered Office

The registered office of the Company is in Denges.

Article 3 - Purpose

¹ The purpose of the Company is to provide marketing, finance, human resources, facilities, information technology, support and other services to companies of the same group as the Company or as otherwise requested by such group companies.

² The Company may open subsidiaries and branch offices in Switzerland and abroad and may participate in other companies in Switzerland and abroad.

³ The Company may acquire, hold, manage, mortgage, invest in and sell real estate and intellectual property rights in Switzerland and abroad. With respect to real estate operations in Switzerland, the purpose of the Company is limited to assets dedicated to the exercise of a commercial or industrial activity pursuant to Article 2, paragraph 2, littera a of the Federal Statute of 16 December 1983 on the Purchase of Land by Foreign Residents.

II. Stated Capital and Company Shares

¹ The stated capital of the Company is CHF 20'000.- (twenty thousand Swiss francs).

² It is divided into 200 Company shares of CHF 100.- (one hundred Swiss francs) each.

¹ The Company shall keep a register of Company shares.

²The following shall be entered in the share register:

1. name and address of the members;
2. number, par value as well as, if applicable, Company share categories of each member;
3. name and address of pledgees.

^a Members who are not entitled to exercise the voting right and the rights attached thereto, shall be designated as members without voting rights.

4 The members shall communicate to the managing officers all the modifications registered on the share register.

⁵The members shall have the right to inspect the share register.

¹ The assignment of Company shares as well as the obligation to assign shall be in written form.

*The assignment contract shall contain the same rights and duties stipulated in the articles of incorporation as the deed regarding the subscription of Company shares.

* The assignment of Company shares does not require the approval by the meeting of members.

1944 - 2000

⁴ If the meeting of members does not decline the application for recognition within six months, recognition is deemed to be granted.

The establishment of a contractual usufruct on a Company share is precluded.

Article 9 - Duty of Loyalty

³ If all the other members agree in writing, members may engage in activities that violate the duty of loyalty.

* The members shall receive the business report after the meeting of members in the version approved by the latter.

IV. Organization of the Company

A. Meeting of Members

Article 11 - Duties

1 The supreme body of the Company is the meeting of members.

2 The meeting of members has the following powers that are inalienable:

1. the amending of the article of incorporation;
2. the appointment and removal of managing officers;
3. the appointment and removal of the auditors and of the group auditor;
4. the approval of the annual report and of the consolidated financial statements;
5. the approval of the annual financial statements as well as the resolution on the use of the balance sheet profit, in particular, the declaration of dividends and of profit sharing by managing officers;
6. the determination of the remuneration of managing officers;
7. the release of the managing officers;
8. the approval of the assignment of Company shares or the recognition as a member with voting rights, respectively, if applicable;
9. the approval of the establishment of a security interest on Company shares, if applicable;
10. the authorization of the managing officers to acquire own Company shares on behalf of the Company or the approval of such acquisition;
11. the resolution on whether the court should be requested to expel a member for valid reasons;
12. the dissolution of the Company;
13. the resolution on items reserved to the meeting of members by law, or by the article of incorporation, or which are submitted by the managing officers.

Article 12 - Calling of the Meeting of Members

1 The ordinary meeting shall take place annually within six months after the closing of the business year. Extraordinary meetings shall be called according to need.

2 The meeting of members shall be called by the managing officers, if necessary by the auditors. Also liquidators are entitled to call the meeting.

3 One or more shareholders representing together at least ten percent of the share capital may also request the calling of the meeting of members. The calling shall be requested in writing, listing the items and the motions.

4 The meeting of members shall be called in writing or by email at least 20 days prior to the date of the meeting. Article 14 is reserved.

Article 13 - Agenda Items

1 The calling of the meeting of members shall state the agenda items, as well as the motions of the managing officers and possible motions of members.

2 No resolutions may be passed on agenda items which have not been duly announced, with the exception of the motions for the calling of an extraordinary meeting of members and, if need be, the appointment of an auditor.

3 The making of motions within the scope of agenda items and the discussion without the passing of resolutions does not require announcement in advance.

Article 14 - Facilitated Decisions

1 The meeting of members may be held without observing the formalities required for its calling if all members agree (universal meeting).

2 As long as the owners or proxies of all shares are present, such meeting may validly discuss and resolve on all items within the powers of a meeting of members.

3 Decisions of the meeting of members may also be taken by written resolution unless any member requests a discussion.

Article 15 - Chair and Minutes

1 The chairman of the managing officers chairs the meeting of members. He shall designate a secretary and the scrutineers who need not be shareholders.

2 The minutes shall include:

1. the number and par value of the Company shares represented by members;

3. the structuring of the accounting system and of the financial controls as well as the financial planning insofar as this is necessary to manage the Company;
4. the supervision of persons entrusted with parts of the management, in particular in view of compliance with the law, the articles of incorporation, regulations, and directives;
5. the preparation of the business report (annual financial statements, annual report and consolidated financial statements, if applicable);
6. the preparation of the meeting of members as well as the implementation of its resolutions;
7. the notification of the court in the case of over indebtedness.

³ The managing officers may appoint executive directors, the holders of procuration and the commercial mandate holders.

⁴ The chairman of the management or the sole managing officer has the following duties:

1. to call and chair the meeting of members;
2. to make notifications to the members;
3. to assure the filing of the necessary applications with the commercial register.

Article 22 - Resolutions

¹ If the Company has several managing officers, the latter shall decide by a majority of the vote cast.

² The chairman has the casting vote.

Article 23 - Duty of Care and Loyalty

¹ The managing officers as well as the third parties in charge of the management shall carry out their duties with due care.

² They shall duly safeguard the interests of the Company and the business secrets.

³ They shall desist from anything that might jeopardize the interests of the Company. In particular, they shall not make business dealings which give them particular advantage and by which the purpose of the Company would be affected.

Article 24 - Waiver of Prohibition to Compete

The managing officers and third parties in charge of the management may exercise competing activities if all the members approve in writing.

Article 25 - Equal treatment

The managing officers as well as the third parties in charge of the management shall, under equal circumstances, give equal treatment to the members.

Article 26 - Representation

¹The meeting of members determines the means of representation of the managing officers.

²At least one managing officer must be empowered to represent the Company.

³The Company must be in a position to be represented by a person domiciled in Switzerland. Such requirement must be met either by a managing officer or an executive director.

⁴The managing officers may organize the details of the representation of the Company by the executive directors, the holders of procuration and the commercial mandate holders by internal regulations.

C. Auditors

Article 27 - Audit

¹The meeting of members shall appoint an auditor.

²It may waive the appointment of an auditor if:

1. the Company is not subject to the ordinary audit;
2. all members give their consent; and
3. the Company does not have an average annual number of full-time employment positions of more than ten.

³If the members have waived the limited audit, such waiver shall extend to the following years. Each member, however, has the right to request a limited audit and the election of an auditor no later than 10 days prior to the meeting of members. In such case the meeting of members may pass the resolution according to Article 11 paragraph 2 number 4 and 5 only once the audit report has been submitted.

Article 28 - Requirements Regarding the Auditor

¹One or several natural persons, legal entities or partnerships may be elected as auditors.

²The auditor shall have his domicile, his registered office or a registered branch in Switzerland. If the Company has several auditors at least one must comply with this requirement.

3 If the Company must submit its annual financial statements to an ordinary audit as a result of:

1. Art. 727 para 1 n° 2 or 3 CO in relation to art. 818 para 1 CO;
2. Art. 727 para 2 CO in relation to art. 818 para 1 CO;
3. Art. 818 para 2 CO, or
4. Art. 825a para 4 CO,

then the meeting of members shall elect as auditor a licensed audit expert according to the provisions of the Law on Oversight of Auditors of December 16, 2005.

4 If the Company must submit its annual financial statements to a limited audit, then the meeting of members shall elect as auditor a licensed auditor according to the provisions of the Law on Oversight of Auditors of December 16, 2005, unless the election of an auditor has been waived in accordance with Art. 27.

5 The auditor shall be independent in accordance with the provisions of articles 728 and 729 CO.

6 The auditor shall be appointed for a term of one business year. Its mandate shall expire with the acceptance of the last annual accounts. A re-appointment is possible. The meeting of members may, at any time, dismiss the auditors with immediate effect.

V. Establishment of Financial Statements

Article 29 - Fiscal Year

The meeting of members shall determine the fiscal year.

Article 30 - Annual Financial Statements

1 The financial statements shall be composed of the profit and loss statement, the balance sheet and the annex.

2 They shall be prepared in accordance with the provisions of the CO, in particular articles 662a et seq. and 958 et seq. CO, as well as in accordance with the general principles of proper accounting.

Article 31 - Reserves and Allocation of Dividends

1 The amount of dividends may only be fixed after allocation to the legal and statutory reserves in accordance with the law and the articles of incorporation.

2009-01-16 16:23 PM
The balance sheet profit can be allocated at the discretion of the meeting of members, subject to the legal requirements.

Dividends may only be distributed from the balance sheet profit and from reserves created for that purpose.

Dividends shall be declared in proportion to the par value of the Company shares.

VI. Exit

Article 32

Each member has the right to withdraw from the Company on the following conditions:

1. the withdrawal takes effect as per the end of a fiscal year after a notice period of 3 months;
2. at the moment of the withdrawal the Company has available equity in the amount of the necessary financial means to acquire the Company shares of the exiting member at their true value; and
3. the Company does not have more than 35% of its own shares in equity as a result of the buy-out.

The necessary financial means must cover both the buy-out of the Company shares and the constitution of the corresponding reserves in accordance with the CO (art. 659a para 2 in relation to art. 783 para 4 CO).

This provision may only be modified or cancelled with the consent of all members.

Each member may ask the court to grant permission for withdrawal for valid reasons.

VII. Dissolution and Liquidation

Article 33

The meeting of members may resolve to dissolve the Company. The resolution must be taken in the form of a public deed.

The liquidation is carried out by the managing officers, unless the meeting of members designates other liquidators. The liquidation is carried out in conformity with articles 742 et seq. CO in relation to art. 821a and 826 CO.

After payment of the Company's debts, the assets of the dissolved Company shall be apportioned to the members in proportion to their contributions.

VIII. Notices and Publications

Article 34

¹ The communications of the Company to the members shall take place in writing or by email.

² The instrument of publication of the Company is the Swiss Official Gazette of Commerce (SOGC).

Lausanne, November 17, 2008

[signature of Frédéric Rochat]

Legalization no. 19'680.-

Notary Martin HABS, in Lausanne, through comparison with the original specimen registered at the Office, certifies the authenticity of the signature set to this document by Me Frédéric ROCHAT, attorney-at-law in Lausanne, acting in Kaseya Holdings Sàrl's name, in Lonay, in conformity with a power of attorney dated September 10, 2008.

Lausanne, November seventeen, two thousand and eight

[signature and seal of the notary]

[seal of the commercial register of Canton of Vaud]

The undersigned certifies that the foregoing articles of incorporation are conform to those currently deposited with the commercial register of Canton of Vaud. Moudon, January 14, 2009.

The officer
[signature]

CERTIFIED COPIES

Conform to the documents attached to my minute No. 4'116

Certifies it :

[signature of the Notary]

[seal of the notary]

[seal of the commercial register of Canton of Vaud]



REGISTRE DU COMMERCE DU CANTON DE VAUD

Extrait avec éventuelles radiations

EXTRAIT DU REGISTRE
No réf. 2008/14874
N° féd. CH-550-1056201-8

Kaseya International Shared Services Sàrl

inscrite le 27 novembre 2008
Société à responsabilité limitée

Réf.	Raison de commerce
1	Kaseya International Shared Services Sàrl
1	Siège Denges
1	Domicile Chemin de la Pierrère 3 A, c/o Fiduciaire Tucker Sàrl, 1026 Denges
1	Dates des statuts 17.11.2008
1	But, observations <u>But:</u> fournir des prestations, notamment en matière de marketing, de finance, de ressources humaines, de mise à disposition de locaux, d'informatique, de support, ainsi que dans d'autres domaines, aux autres sociétés de son groupe et de fournir toute autre prestation pouvant être requise par les autres sociétés de son groupe (pour but complet cf. statuts). 1 Les statuts dérogent à la loi quant aux modalités du transfert des parts sociales: pour les détails, voir les statuts. 1 Selon déclaration des gérants du 17 novembre 2008, la société n'est pas soumise à une révision ordinaire et renonce à une révision restreinte.
1	Organe de publication 1 Communications aux associés: par écrit ou par courriel 1 Feuille officielle suisse du commerce

Réf.	Capital		
1	Nominal CHF 20'000	Libéré CHF 20'000	200 parts sociales de CHF 100.

Réf.			Associés, gérants, personnes ayant qualité pour signer		
Inscr.	Mod.	Rad.	Nom et prénom, origine, domicile, parts sociales	Fonctions	Mode signature
1			Blackie Gerald, de Nouvelle-Zélande, à North Venice (USA)	gérant président	signature individuelle
1			Sutherland Mark, des USA, à Milpitas (USA)	gérant	signature individuelle
1			Wong Paul, des USA, à Fremont (USA)	gérant	signature individuelle
1			Kaseya Holdings Sàrl (CH-550-1045101-0), à Lonay, avec 200 parts de CHF 100	associée	
1			Roy Arno, du Royaume-Uni, à Chexbres	directeur	signature individuelle

Réf.			JOURNAL		PUBLICATION POSC		Réf.			JOURNAL		PUBLICATION POSC	
	Numéro	Date	Date	Page/Id				Numéro	Date	Date	Page/Id		
1	14874	27.11.2008	03.12.2008	18/4761400	2	15221	Complément	09.12.2008	24/4771430				

7CE D

△△△

RG 5000717567 3

14 JAN 2009

Seul un extrait certifié conforme, signé et muni du sceau du registre, a une valeur légale.

CARRARD & ASSOCIÉS

Carrard & Associés
Case postale 7931

Ville Saint-François
CH-1002 Lausanne

T +41 (0)21 319 10 10
F +41 (0)21 342 49 00

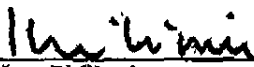
Membre de l'Ordre des Avocats Vaudois
et de la Fédération Suisse des Avocats

To whom it may concern

Kaseya International Shared Services Sàrl

I, the undersigned, attorney-at-law in Lausanne, Switzerland, hereby certify and confirm under oath that the attached document is a complete and correct translation of the extract of the commercial register of Canton of Vaud dated January 14, 2009 regarding Kaseya International Shared Services Sàrl.

Lausanne, January 16, 2009


Edgar Philippin

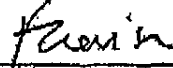
I, the undersigned, attorney-at-law in Lausanne, Switzerland, hereby certify and confirm that Edgar Philippin is a partner of our law firm in good standing and entitled to represent clients before the Swiss courts.

CARRARD & ASSOCIÉS

Lausanne, January 16, 2009

Carrard & Associés
Case postale 7931

Ville Saint-François
CH-1002 Lausanne


François Kaiser

COMMERCIAL REGISTER OF CANTON OF VAUD

Extract including potential removals from the Register

EXTRACT FROM REGISTER

Ref. no. 2008/14874

Fed. no. CH-550-1056201-8

Kaseya International Shared Services Sàrl

Incorporated on November 27, 2008

Limited Liability Company

Ref.	Name
1	Kaseya International Shared Services Sàrl
	Registered office
1	Denges
	Domicile
1	Chemin de la Pierrère 3 A, c/o Fiduciaire Tucker Sàrl, 1026 Denges
	Date of articles of incorporation
1	17.11.2008
	Purpose, remarks
1	Purpose: Providing services, in particular marketing, finance, human resources, facilities, information technology, support and other services to companies of the same group or as otherwise requested by such group companies (see articles of incorporation for complete purpose).
1	Articles of incorporation derogate from the law regarding modalities for transfer of shares: see the articles of incorporation for details.
1	According to the declaration dated November 17, 2008 of managing officers, the company is not subject to the ordinary audit and waives the limited audit requirement.
	Instrument of Publication
1	Communications to members: in writing or by email
1	Swiss Official Gazette of Commerce (SOGC)

Ref.	Stated capital		
	Nominal	Paid up	
1	CHF 20'000	CHF 20'000	200 shares of CHF 100 each.

Ref.			Members, managing officers, authorized representatives with power of signature		
Inscr	Mod.	Aut.	Name and first name, origin, domicile, shares	Functions	Signature
1			Blackle Gerald, from New Zealand, in North Venice (USA)	Managing officer, President	Sole signatory power
1			Sutherland Mark, from the USA, in Milpitas (USA)	Managing officer	Sole signatory power
1			Wong Paul, from the USA, in Fremont (USA)	Managing officer	Sole signatory power
1			Kaseya Holdings Sàrl (CH-550-1045101-01), in Lonay, with 200 shares of CHF 100 each	Member	
1			Roy Arno, from the United Kingdom, in Chexbres	Manager	Sole signatory power

Ref.		JOURNAL		PUBLICATION SOGC		Ref.		JOURNAL		PUBLICATION SOGC	
		Number	Date	Date	Page/Id			Number	Date	Date	Page/Id
1		14874	27.11.2008	03.12.2008	18/4761400	2		15221	Complement	09.12.2008	24/4771480

H090000115823

Moudon, January 14, 2009
REG. DE CANTON DE VAUD

[seal of the commercial register
of Canton of Vaud]

[stamp with mention: conform copy,
January 14, 2009, signed by the officer]

End of extract

Only an extract that is certified, signed and bearing the seal of the Register has a legal value.